

17 janvier, 1935

Forces morales et révolution

Sans que nous l'ayons désiré, l'actualité nous ramène à cette si importante question des forces morales. Si irritante pour d'autres : car quand on ne nous accuse pas de faire du nationalisme en chambre, on affecte de prendre notre effort de redressement spirituel pour de l'intellectualisme stérile.

Mais que répondra-t-on aux chiffres du plébiscite sarrois ? Les 477.109 Sarrois qui se sont prononcés pour le retour à la patrie ont-ils eu besoin de descendre dans la rue pour obtenir leur rattachement à l'Allemagne? Et ces 46.513 autres, surtout, qui ont, contre tout espoir, voté le statu quo, qu'ont-ils fait de plus que d'exprimer leurs aspirations?

Voilà bien des cas pourtant où une littérature et une opinion nationales (ou sociales) ont (ou eussent) suffi pour transformer le régime d'un pays.

La comparaison que nous établissons entre les Sarrois et nous n'est pas seulement là pour les besoins d'une cause. Nous aussi, nous avons été plébiscités. Sans doute avons-nous désiré et appelé le Mandat français mais il a, de plus, été ratifié par un vote populaire : en 1919, les Libanais, n'écoutant que leurs sentiments, et avec le même mépris du temporel qu'on peut admirer chez les Sarrois, ont confié leur sort entre les mains de la France. Ce plébiscite procédait de sentiments et de sentiments seulement. Libanais aussi bien que Français ne doivent avoir garde de l'oublier.

On voudrait qu'au lieu de prêcher, nous fassions nous-mêmes la révolution. Il s'agit d'abord de savoir si cette révolution, le pays la souhaite autant qu'on veut nous le faire croire. Quelle révolution, au fait ?

Quand nous bataillons contre l'inertie et l'impuissance dans lesquelles on maintient la volonté nationale de ce pays, ce n'est pas pour lui imposer telle volonté de notre choix, et dont il n'a que faire.

Quand nous demandons au Mandat et aux Libanais eux-mêmes de conserver dans leurs rapports une attitude plus digne et plus confiante, ce n'est pas pour amener ceux-ci à la révolte, mais pour que se perpétuent les sentiments que le Mandat avait pour nous et que nous avons pour lui lors de son instauration.

Quand nous réclamons l'extension des pouvoirs des Libanais dans leur pays, ce n'est pas pour que nous personnellement en profitions.

Nous nous appuyons sur des principes aussi simples qu'éternels : liberté, justice, humanité. Ces principes vaincront. Ce sont eux que nous appelons les forces morales, et le jour où, derrière ces forces morales, il y aura tout un pays, ce jour-là, la révolution sera inutile : elle sera faite.